



SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE

LOUIS POZZO DI BORGO

LE NOUVEL HOMME FORT DU GRAND BASTIA

P5 À 7

Photo Christophe Giudicelli

1,60€



COVID
**PROTÉGER LES AUTRES
POUR SE
PROTÉGER SOI-MÊME**
P20

KAMPÀ P2 • ÉDITO P4
CORSICAN TECH P8 • OPINIONS P10
DETTI È FATTI P22 • RÉTRO P23
CARNETS DE BORD P24
AGENDA P26 • ANNONCES LÉGALES P11



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I



Lettre ouverte à nos concitoyens

ENSEMBLE DÉFENDONS LA LIBERTÉ

Il n'est jamais arrivé que des médias, qui défendent souvent des points de vue divergents et dont le manifeste n'est pas la forme usuelle d'expression, décident ensemble de s'adresser à leurs publics et à leurs concitoyens d'une manière aussi solennelle.

Si nous le faisons, c'est parce qu'il nous a paru crucial de vous alerter au sujet d'une des valeurs les plus fondamentales de notre démocratie : votre liberté d'expression.

Aujourd'hui, en 2020, certains d'entre vous sont menacés de mort sur les réseaux sociaux quand ils exposent des opinions singulières. Des médias sont ouvertement désignés comme cibles par des organisations terroristes internationales. Des États exercent des pressions sur des journalistes français « coupables » d'avoir publié des articles critiques.

La violence des mots s'est peu à peu transformée en violence physique.

Ces cinq dernières années, des femmes et des hommes de notre pays ont été assassinés par des fanatiques, en raison de leurs origines ou de leurs opinions. Des journalistes et des dessinateurs ont été exécutés pour qu'ils cessent à tout jamais d'écrire et de dessiner librement.

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi », proclame l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, intégrée à notre Constitution. Cet article est immédiatement complété par le suivant : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. »

Pourtant, c'est tout l'édifice juridique élaboré pendant plus de deux siècles pour protéger votre liberté d'expression qui est attaqué, comme jamais depuis soixante-quinze ans. Et cette fois par des idéologies totalitaires nouvelles, prétendant parfois s'inspirer de textes religieux.

Bien sûr, nous attendons des pouvoirs publics qu'ils déploient les moyens policiers nécessaires pour assurer la défense de ces libertés et qu'ils condamnent fermement les États qui violent les traités garants de vos droits. Mais nous redoutons que la crainte légitime de la mort n'étende son emprise et n'étouffe inexorablement les derniers esprits libres.

Que restera-t-il alors de ce dont les rédacteurs de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 avaient rêvé ? Ces libertés nous sont tellement naturelles qu'il nous arrive d'oublier le privilège et le confort qu'elles constituent pour chacun d'entre nous. Elles sont comme l'air que l'on respire et cet air se raréfie. Pour être dignes de nos ancêtres qui les ont arrachées et de ce qu'ils nous ont transmis, nous devons prendre la résolution de ne plus rien céder à ces idéologies mortifères.

Les lois de notre pays offrent à chacun d'entre vous un cadre qui vous autorise à parler, écrire et dessiner comme dans peu d'autres endroits dans le monde. Il n'appartient qu'à vous de vous en emparer. Oui, vous avez le droit d'exprimer vos opinions et de critiquer celles des autres, qu'elles soient politiques, philosophiques ou religieuses pourvu que cela reste dans les limites fixées par la loi. Rappelons ici, en solidarité avec Charlie Hebdo, qui a payé sa liberté du sang de ses collaborateurs, qu'en France, le délit de blasphème n'existe pas. Certains d'entre nous sont croyants et peuvent naturellement être choqués par le blasphème. Pour autant ils s'associent sans réserve à notre démarche. Parce qu'en défendant la liberté de blasphémer, ce n'est pas le blasphème que nous défendons mais la liberté.

Nous avons besoin de vous. De votre mobilisation. Du rempart de vos consciences. Il faut que les ennemis de la liberté comprennent que nous sommes tous ensemble leurs adversaires résolus, quelles que soient par ailleurs nos différences d'opinion ou de croyances. Citoyens, élus locaux, responsables politiques, journalistes, militants de tous les partis et de toutes les associations, plus que jamais dans cette époque incertaine, nous devons réunir nos forces pour chasser la peur et faire triompher notre amour indestructible de la Liberté.

#DefendonsLaLiberté

L'Abeille de la Ternoise, L'Aisne Nouvelle, Alliance de la presse d'information générale, L'Alsace, L'Angérien Libre, L'Avenir de l'Artois, BFMTV, Le Bien public, Le Bonhomme Picard, Canal+, Le Canard Enchaîné, Centre Presse, Centre Presse Aveyron, Challenges, La Charente Libre, Charlie Hebdo, Le Chatillonnais, Cnews, La Croix, Le Courrier, Le Courrier de Fourmies, Le Courrier français, Le Courrier de Gironde, Le Courrier de Guadeloupe, Le Courrier de l'Ouest, Le Courrier Picard, Le Dauphiné libéré, Le Démocrate Indépendant, La Dépêche du Midi, Les Dernières Nouvelles d'Alsace, L'Echo de l'Ouest, L'Echo du Berry, Echo Île-de-France, L'Echo de la Lys, L'Echo du Telle, Les Echos, Les Echos du Touquet, L'Equipe, L'Essor Savoyard, L'Est-Eclair, L'Est républicain, Europe1, L'Express, Le Figaro, Le Figaro Magazine, France Télévisions, La Gazette du Comminges, Haute-Provence Info, L'Hebdo de l'Ardèche, L'Hebdo de Charente-Maritime, L'Humanité, L'Humanité Dimanche, L'Indépendant, L'Indicateur des Flandres, L'Informateur Corse nouvelle, Le Journal du Dimanche, Le Journal des Flandres, Le Journal de Ham, Le Journal d'Ici, Le Journal du Médoc, Le journal de Millau, Le Journal de Montreuil, Le Journal de Saône-et-Loire, LCI, Libération, Libération Champagne, M6, Le Maine Libre, Marianne, Le Messager, Midi Libre, Midi Olympique, Monaco Matin, Le Monde, Nice Matin, Nord Eclair, Nord Littoral, La Nouvelle Abeille, La Nouvelle République du Centre Ouest, La Nouvelle République des Pyrénées, L'Obs, L'Observateur de l'Arrageois, L'Observateur de l'Avesnois, L'Observateur de Beauvais, L'Observateur du Cambrésis, L'Observateur du Douaisis, L'Observateur du Valenciennais, L'Opinion, Ouest France, Paris Match, Paris Normandie, Le Parisien / Aujourd'hui en France, Le Parisien Week-end, Le Pays Gessien, Le Petit Bleu d'Agen, Peuple Libre, Le Phare Dunkerquois, Le Point, La Presse de Gray, Presse Océan, La Presse de Vesoul, Le Progrès, Radio France, La Renaissance, Le Républicain Lorrain, Le Réveil de Berck, La Renaissance du Loir-et-Cher, La Renaissance Lochoise, Le Réveil du Vivarais, RMC, RTL, La Sambre, La Savoie, La Semaine de l'Allier, La Semaine des Ardennes, La Semaine dans le Boulonnais, La Semaine des Pyrénées, Le Semeur hebdo, Sud Ouest, Le Télégramme, TF1, La Thiérache, La Tribune Républicaine, L'Union, Var Matin, La Vie Corrézienne, Le Villefranchois, La Voix de l'Ain, La Voix de la Haute-Marne, La Voix du Nord, Vosges Matin.

À LA UNE

LOUIS POZZO DI BORGO

LE NOUVEL HOMME FORT
DU GRAND BASTIA

P5 À 7

CORSICAN TECH **DÉMARRAGE ACCÉLÉRÉ POUR LES STARTUPS**

P8

OPINIONS

P10

COVID **PROTÉGER LES AUTRES POUR SE PROTÉGER SOI-MÊME**

P8

DETTI È FATTI

P8

RÉTRO **UN ANNU FÀ**

P8

POLITIQUE **CARNETS DE BORD**

P20

LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION

P22

ANNONCES LÉGALES

P11

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE

TM

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef :

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 - 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition :

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1^{er} secrétaire de rédaction :

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapress-editions.fr

• Annonces légales Albert Tapiero

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

AL-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés : PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PMLQ.

IMPRIMERIE

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

CPPAP 1020 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR

Alliance de la Presse d'Information Générale

Fondateur Louis Rioni

À MODU NOSTRU

Persi persi

Ù n si sà più cosa pinsà! Sò mesi è mesi ch'ellu si senti tuttu è u so cuntrariu nant'à a Covid-19. À quandu i mascari ùn sirviani à nulla pà a pupulazioni, eppo dopu sò divintati indispinsevuli in u più lochi pussibili. Un asempiu chì basta par illustrà una situazione scema chì, invece di compiasi, si stalla soca in u tempu. U Presidenti di a Republica, Emmanuel Macron, ci rompi i stacchi ripitendu più cà mai chì «ci voli à campà cù u virus»! Iè, ma comu fà pà rispittà què? Di sicuru, ci n'hè certi, ghjovani soprattutto, chì ùn ani micca presu a misura di i so atti, fendu festi sprupusitati cù centunai di parsoni appiccati, senza rispettu di i gesti cunsacrati è fendu crescia a moltiplicazioni di i clusters. I bar è i ristoranti, chì patini sempri i cunsiquenzi ecunomici di a so sarratura durante u cunfinamentu è i simani chì ani suvitatu, cumenciani à riceva piulati novi in parechji tarritorii, cù restrizioni in più. Puru s'elli ani travaghjatu durante a statina, sarà difficiuli pà i proprietarii di ssi stabilimenti di firmà arritti, soprattutto s'è l'autorità dicidini, ancu s'elli rispittani tutti i reguli com'ellu ci voli, di mettali i cavezzi. Sarrà à mezanotti, eppo forse sarrà à 8 ori di sera è infini podassi sarrà simplicamenti! S'hè amparatu ancu l'annulazioni di a Fiera di a Castagna in Bucugnà, chì duvia essa urgantzata, com'è tutti l'anni, à u principiu di u mesi di dicembri. Un abusu di i puteri è di i strutturi cumpitenti? In tutti i casi, sarà una catastrofa pà una mansa d'agricultori, d'artigiani è di cummircianti. Ma tandu, s'è evenimenti simili ùn si poni più tena, ci vularia à riducia dinò a capacità d'accolta di i grandi magazeni, ssi tempii di a cunsumazioni mundializata senza mancu un palmu d'umanità! Infini, s'è a cuerenza era a parolla maestra di l'annata 2020, a sapariami dipoi un pezzu... ■

Santu CASANOVA

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos ?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sarténais?

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

LOUIS POZZO DI BORGO

LE NOUVEL HOMME FORT DU GRAND BASTIA



Photos Christophe Giudicelli

En juillet dernier, Louis Pozzo di Borgo, premier adjoint au maire de Furiani, est devenu le nouveau président de la Communauté d'agglomération de Bastia. Il est le premier représentant d'une commune autre que Bastia à prendre la tête de l'institution. Projets, gestion des déchets, sport, finances, le nouvel homme fort du Grand Bastia trace la feuille de route de sa mandature.

Une interview de Christophe Giudicelli.



Pourquoi avoir brigué la présidence de la Communauté d'agglomération de Bastia?

C'est un choix qui est mûrement réfléchi et qui ne tient pas de l'ambition personnelle. Je pense encore que, dans la démarche générale de Femu a Corsica, nous sommes sur des projets de territoires et pas sur des projets plus recentrés sur des communes. Je crois au Grand Bastia. Jusqu'à présent, Bastia avait la présidence de la CAB, c'était même une histoire de famille. Le fait de présenter une candidature issue d'une commune autre que Bastia démontre aussi cette ambition de Femu a Corsica d'avoir un grand projet de territoires et de faire passer des projets avant les hommes et les us et coutumes de ce qu'était la politique avant. Aujourd'hui, ce nouveau positionnement démontre que nous sommes dans un projet qui ambitionne de rayonner en dehors du Grand Bastia et qui doit démontrer aussi notre vision sur la Corse.

Que peut changer une présidence de Furiani pour la CAB?

Qu'elle soit de Furiani, de Ville di Petrabugno, de Santa Maria, ce n'est pas tant la présidence de Furiani ou de Louis Pozzo di Borgo. C'est la capacité à porter ce projet. À croire en lui et à attirer le maximum d'adhésions pour le mener à bien. Des maires étaient convaincus que ma candidature était justifiée et justifiable. Il y a eu des discussions comme pour toute candidature, c'est normal, mais cela s'est passé dans la sérénité. Aujourd'hui, nous devons démontrer que cette vision, Furiani, Bastia ou ailleurs, est derrière nous. Nous sommes sur l'espace communautaire, nous avons une extension de territoire et de périmètre à mettre en route. C'est un bon message à cette extension-là de dire que Bastia, la ville-centre, doit le rester – que ce soit économiquement et culturellement, c'est le cœur de notre territoire – mais que les communes qui pourraient rejoindre la CAB aujourd'hui et je pense aux communes plus au sud, ne doivent pas craindre une hégémonie bastiaise. Bastia est une ville ouverte sur la Méditerranée, sur l'Italie et aussi sur ses partenaires, voilà le message.

Pour cette mandature, la présidence est majoritaire?

Nous avons vécu 6 années pour le moins atypiques. Nous avons un président qui représentait très rapidement 3 élus puis 2, puisque Julien Morganti, chemin faisant, a pris une autre direction. Et, mal-

gré tout, nous avons eu pendant 6 ans une présidence minoritaire qui a voulu imposer beaucoup de choses et forcément avec de telles divergences d'opinions et de visions sur le projet, entre la majorité et le président, cela bloque les rouages. Les premières victimes ont été les administrés et aussi notre administration qui a souffert pendant quelques années. Aujourd'hui, le fait d'avoir, une présidence majoritaire, mais surtout un niveau de relation et de confiance autre, va permettre de débloquent beaucoup de verrous pour faire avancer la CAB et la remettre sur les rails.

Quelle est votre feuille de route pour cette mandature?

Nous avons bien sûr des idées plus que précises. Les délégations ont été données aux vices-présidents. Chacun d'entre eux va avoir une feuille de route qui sera co-construite avec les services, le président et le vice-président. Une fois ces feuilles de route bâties, elles alimenteront notre projet. Bien entendu, dans cette co-construction, les grandes lignes seront présentes. Nous présenterons le projet général de l'institution et les feuilles de routes de chaque vice-président pour novembre.

Quels sont les maîtres-mots de votre mandature?

Dépolitiser l'institution. C'est un outil qui a souffert de joutes politiques qui l'ont sclérosée. Nous nous devons d'avoir un outil qui soit générateur de richesse, notamment au niveau économique mais aussi avec une forte implication sociale. Nous savons que nous allons traverser une crise sanitaire puis sociale et économique qui sera très forte. La CAB sera un des acteurs majeurs, on le voit bien dans les prérogatives qui sont données aux EPCI pour réguler ces problématiques et proposer des solutions. Nous irons au côté des populations, au côté des mairies. Dans le respect des maires et des mairies, nous proposerons des solutions pour sortir de cette crise.

Les projets structurants qui sont prévus?

Le projet majeur qui a été malheureusement délaissé pendant quelques années, c'est le projet économique: développer le tissu d'entreprises, réimplanter de l'entrepreneuriat sur Bastia, ville centre. Aujourd'hui, nous avons des projets et des idées pour donner une dimension économique très forte à Bastia en complé-

mentarité de ce qui peut se faire avec la mairie. L'îlot de la Poste, par exemple. Il faut réinstaller de la richesse à Bastia qui, sur ces dernières années, a regagné en population, il va falloir la fidéliser à la commune. Il faut que ce soit des installations pérennes et donc tout le circuit d'entreprises doit être développé. Vient ensuite, le développement de toute la partie sportive et sociale. On sait qu'en temps de crise le sport est un élément très important pour le liant. Nous allons être là, pour développer les infrastructures et un projet sportif plus global, accompagner les associations qui vont passer une période très difficile puisque les financements publics vont aller en se minorant et les financements privés tout autant. Nous serons là pour garantir le tissu associatif.

Il y a aussi la question des déchets.

À Furiani, vous avez réussi à instaurer le porte-à-porte.

L'expérience sera tentée à l'échelle de l'intercommunalité?

Ça a été un des points de divergence de la mandature précédente. Aujourd'hui, les intercommunalités quelles qu'elles soient sont là pour mettre en musique la feuille de route de la Collectivité de Corse. Le Syvadec s'occupe du traitement, les intercos de la collecte. Nous, nous croyons fortement au plan de la CdC, au tri généralisé, si possible au porte-à-porte que nous avons effectivement déployé à Furiani: 98% de nos habitations sont actuellement équipées, avec une certaine facilité du fait de la typologie d'habitation, avec beaucoup de résidences individuelles. À présent, la commune de Santa Maria di Lota est parfaitement équipée en porte-à-porte, c'est en cours sur Ville di Petrabugnu et San Martino. Le grand projet, qui débutera dès le début de l'année c'est de faire passer Bastia au porte-à-porte, avec les difficultés qu'on connaît pour l'habitat vertical. C'est un peu plus difficile à traiter, mais pour autant, oui, ça sera notre cheval de bataille, pour augmenter les tonnages de tri et être en phase avec notre plan.

Également dans les cartons, la fusion avec Marana-Golo.

Où en est-elle et que permettrait-elle?

Le sujet a porté à polémique dans les jours suivants mon installation puisque j'ai annoncé, et je le pense, qu'il faut une grande agglomération qui pourrait aller de la pointe du Cap jusqu'au pont du Golo. Mais quand nous faisons ce genre d'annonce, je pense qu'il faut les expliquer. Avant de parler de fusion, il faut créer des passerelles entre les intercos, les populations. Nous avons des domaines où nous sommes très complémentaires, notamment les infrastructures sportives. Nous accueillons Borgo si besoin au stade Armand Cesari et Borgo accueille nos équipes dans son complexe qui est magnifique. Nous allons créer des passerelles avec chaque interco, notamment Marana-Golo, le Nebbiu et le Cap.

Avec Marana-Golo, nous sommes dans une autre logique, puisqu'il y a une logique d'extension. La typologie économique et d'habitats de Biguglia, Borgo et Lucciana est similaire à celle de Furiani, par exemple. Nous allons proposer un cycle de réunions assez rapidement. Le vice-président en charge de l'extension est Gilles Simeoni, président de l'Exécutif de Corse. Pourquoi l'extension de périmètre? En dehors du périmètre, il y a aussi le territoire. Il faut raisonner plus grand, cela va permettre, d'un point de vue économique, d'avoir plus de financements d'État. Vu la conjoncture, c'est important. Au-delà de ça, il y a une vraie logique de mutualisation des moyens, un projet de territoire à mener. Nous avons les déchets. Une déchèterie à Bastia pour un espace communautaire de 60 000 habitants, Lucciana a une déchèterie, Biguglia également. Il faut rationaliser et mutualiser ce genre d'outils.

Durant la précédente mandature, vous étiez vice-président en charge du sport, la politique sportive de la CAB vous tient toujours autant à cœur?

Il faut donner à notre jeunesse un peu d'envie de retourner vers le sport, qui a des valeurs éducatives très fortes. Pour autant, nous avons un déficit d'infrastructures colossal. Nous sortons de quasiment 40 ans sans investissement, notamment sur les Cosec*. Le stade de Furiani a été très consommateur de subventions et de financements pour un résultat que chacun jugera. À mon initiative lors de la mandature précédente, le Cosec Pepito Ferretti est en travaux. Nous allons lancer le projet du complexe Roger-Poggi avec un stade de proximité. Le Cosec de Furiani est en rénovation, celui de Pietranera a été rénové. Effectivement, c'est quelque chose qui me tient à cœur. Il faut proposer des infrastructures dignes pour les utilisateurs. C'est par le sport que nous allons résoudre beaucoup de problèmes. On parle aujourd'hui de violence, d'ensauvagement, il faut donner un but et un avenir aux jeunes, des emplois sur leur territoire pour qu'ils n'aient pas besoin de partir et leur proposer un cadre bien défini pour progresser et apprendre les choses de la vie.

Le plan sport est également tourné vers la mer ...

On raisonne «piscine», sauf que nous avons une bande littorale magnifique. Nous avons développé la base nautique de l'Arinella, nous avons un projet pour des sports de plage tels que beach soccer, volley ou hand-ball. Nous allons développer ça à côté de la base nautique de l'Arinella et nous avons ouvert la base nautique de l'Minelli. Nous pouvons nager pendant 6 ou 7 mois en eau de mer.

La CAB c'est aussi la problématique de ses finances.

Une communauté de notre ampleur va investir tous les ans 11 M€. Aujourd'hui sur la CAB, nous sommes à moitié moins, entre 4 et 5 M€. Nous tendons à rattraper le retard, mais pour autant, budgets de fonctionnement et d'investissement sont étroitement liés. Il faut trouver des recettes et des pistes d'économie afin de redonner à la CAB un niveau suffisant pour rénover les infrastructures et développer de nouveaux projets. Ce sera un combat, nous le savons, la CAB est dans une situation financière très délicate. Nous sommes en train de travailler sur les budgets 2021 et 2022 via des projections. Tout n'est pas rose pour autant. Il faudra prendre nos responsabilités. Mais si nous proposons un nouveau projet avec un aspect économique contraint, il faut qu'il y ait des résultats au bout, aussi. Les administrés peuvent tout entendre mais il faut qu'il y ait du résultat et une amélioration.

Votre présidence débute en pleine crise sanitaire, comment l'institution se prépare-t-elle à l'affronter et quels sont les leviers dont elle dispose?

Seuls face à cette crise, je pense que nous serons inopérant. L'État doit prendre ses responsabilités, nous attendons des réponses sur les compensations en budget transports. Nous avons été à l'arrêt pendant près de 3 mois. Il faut aussi que l'État fasse un geste vers les collectivités ici ou ailleurs pour équilibrer nos budgets. Qui dit crise sanitaire et économique, dit entreprises fermées, c'est autant de taxe en moins. Une saison touristique pour le moins maigrichonne, c'est autant de taxe de séjours en moins. Ce sont des pertes de recettes très importantes. Pour la sortie de la crise économique, ou tout du moins pour lutter contre cette crise, nous allons être dans le droit-fil de ce que proposera la CDC. Accompagnement des entreprises, des associations. La CAB doit aussi être une fonction support et accompagner les gens. Nous avons la gestion du social et du logement social. C'est un sujet très délicat et c'est autant de paramètres et de thèmes à traiter très rapidement. ■

*Cosec: Complexe sportif évolutif couvert

Déchets: «Le grand projet, qui débutera dès le début de l'année c'est de faire passer Bastia au porte-à-porte, avec les difficultés qu'on connaît pour l'habitat vertical.»

CORSICAN TECH

DÉMARRAGE ACCÉLÉRÉ POUR 5 START-UPS CORSES



Le 10 septembre à Apietto, s'achevait la cinquième édition de la résidence d'accélération de start-ups proposée par la Maison entrepreneur entreprise et emploi (M3E) d'Ajaccio, en collaboration avec la Corsican Tech. L'occasion de dresser un bilan sur cet accompagnement novateur et de s'intéresser de plus près à ces entreprises innovantes en Corse.

Depuis 5 ans, la Corsican Tech s'est donné pour mission d'accompagner les entrepreneurs de Corse afin de les aider dans leur phase de création, de croissance et de développement. C'est ainsi qu'est née la résidence, destinée tout particulièrement à ces entreprises à fort potentiel de croissance et basée sur les technologies nouvelles que sont start-ups. Cinq entreprises insulaires ont été sélectionnées pour participer à cette immersion sur le modèle des résidences d'artistes, dans une villa au golfe de Lava. Et même si le cadre est idyllique, ce n'était pas pour autant des vacances! Pendant quatre jours et quatre nuits, les entrepreneurs ont pu booster leur projet, aidés par des coaches professionnels de l'entrepreneuriat ainsi que des experts insulaires. À la clé: des solutions concrètes pour faire avancer sa start-up.

«Sur ce modèle-là, c'est un accompagnement assez inédit en France, explique Jean Leccia, directeur de la Corsican Tech. Chaque année, nous lançons un appel à candidatures et nous sélectionnons cinq start-ups. Depuis la création de l'évènement, une vingtaine ont

été aidées. Cette année, dix avaient candidaté. Je dirai qu'en 2014, il y a eu un véritable boom des start-ups en Corse. Avec la Corsican Tech, nous les avons repérées et mises en avant. Mais le taux de réussite d'une telle entreprise n'est pas très élevé. Ce n'est pas tout d'avoir une idée, il faut pouvoir la faire vivre. Une start-up, avant d'arriver à trouver le bon modèle économique, peut en planter trois. Mais ici, l'échec est mis en avant, c'est une étape vers la réussite.» La start-up, pour se développer et trouver son modèle économique, a besoin d'outils qui vont de la stratégie de financement à la communication en passant par le marketing et l'administratif... le tout dans un langage bien particulier: business model, pitch deck et autre lean start-up! Cet accompagnement immersif et intensif permet aux entrepreneurs d'acquérir rapidement compétences et méthodes.

Mélanie Tisné-Versailles, co-fondatrice de Lune Bleue, société coopérative basée à Toulouse, est l'un des coaches qui intervient depuis la création de la résidence. «La Corse est un lieu très approprié



Photo DR

Lukky est une des cinq start-ups qui ont participé à la résidence cette année. À la tête de la société, basée à Ponte-Novu, Jean-Baptiste Marchetti et Romain Franceschini ont développé une application pour des tirages au sort simplifiés sur Instagram. « Les problèmes que rencontrent les personnes qui organisent des concours sur Instagram, c'est simplement le nombre de participants qui devient vite très élevé. Prendre en compte l'ensemble de la liste de ces participants devient alors fastidieux. Le deuxième problème va être le contrôle du respect des règles et enfin l'annonce des résultats est souvent perçue comme truquée par les participants du concours, explique Romain. La solution sur laquelle nous travaillons est une application mobile qui va permettre d'effectuer ce tirage rapidement, d'assurer le respect des règles et de certifier le tirage au sort. Mon associé avait parlé de cette idée à quelqu'un de son entourage qui cherchait justement une solution de ce type. C'était signe qu'il y avait un besoin. Cette application est gratuite, téléchargeable sur Apple et Android, avec des fonctionnalités payantes sous format d'abonnement. Elle est aujourd'hui disponible dans plus de cent pays et dans vingt langues »

La résidence a constitué une réelle opportunité pour les deux associés. « Nous en avons déjà entendu parler car un ami y avait participé en tant que coach. C'est d'ailleurs lui qui nous a conseillé de nous inscrire. Pour nous, l'intérêt était multiple. Nous avons deux profils assez techniques, et nous avons réellement besoin d'échanger, d'être conseillés sur la communication et le marketing. Parce que même si nous nous appuyons sur la plateforme Instagram elle-même pour avoir une visibilité gratuite, on ne connaît pas forcément tous les leviers pour faire croître le projet. Ce concept d'immersion est une réussite. L'ambiance y était très bonne et cela nous a permis de tisser un réseau. Nous avons pu échanger aussi bien avec les coaches qu'avec les autres entrepreneurs. Il y a beaucoup de projets très intéressants en Corse et être ici n'est pas forcément un frein. Je recommanderai la résidence, c'est un moment pour confronter ses idées à la réalité. L'expérience est formidable », conclut Romain. ■

Start-up dont l'ambition est d'accélérer et de fiabiliser la prise de décision sur les opérations de secours, Midgard a été fondée, en juin 2019, par Anne-Sophie Cadre, ingénieure en aéronautique et par Laurent Terramorsi, pompier professionnel à Ajaccio. C'est un outil d'imagerie aérienne qui va permettre de sauver des vies. Elle a elle aussi bénéficié d'un accompagnement lors de la résidence d'accélération l'an passé. Une expérience enrichissante dit Laurent Terramorsi : « La résidence a été véritablement un élément déclencheur. C'est là que j'ai pris conscience de la potentialité de notre projet. Je trouve que cette immersion est le format idéal. Ça correspond à des vertus que j'ai pu connaître à l'armée. C'est très intéressant sur le plan pédagogique, c'est ni trop long ni trop court. Le lieu est très agréable. Avoir un regard extérieur sur notre projet a été très important. Ce que l'on a appris nous a permis d'être mieux armés pour présenter notre projet par la suite. D'ailleurs, au sein de notre structure, nous envisageons de faire une résidence dans le même esprit, et destinée à notre équipe. La Corse, ce n'est pas que les parasols et les transats. Je crois véritablement en l'avenir des start-ups. Il y a beaucoup de potentiel sur l'île. On a une qualité de vie qui favorise la création » ■



Photo DR

pour cette résidence. Du fait de sa configuration géographique et son insularité, il est plus difficile de regrouper les talents ici. La résidence permet de réunir entrepreneurs et experts. D'autre part, le côté chaleureux proposé par la résidence fonctionne très bien ici. Les conditions sont optimales pour créer », estime-t-elle. « Depuis cinq ans, le programme a bien évolué. Les premières années, nous étions plus axés sur le côté critique, remettre en cause le modèle économique de la start-up. Désormais, nous sommes beaucoup plus tournés vers le concret. Par exemple, à l'issue de l'immersion, les start-ups repartent avec leur pitch deck, qui permet notamment de réaliser une présentation dans le cadre d'éventuelles levées de fonds, explique Mélanie. Le deuxième point d'amélioration se situe dans le coaching personnalisé qui nous proposons désormais. Les start-ups que nous recevons arrivent à des moments différents de leur vie et évoluent dans des secteurs très différents. Il faut pouvoir répondre aux besoins spécifiques de chacune d'entre elles. Depuis 5 ans, je dirais que les mentalités ont un peu évolué. Cette année,

celles-ci évoquent moins l'idée de levée de fonds, ce qui était plus à la mode il y a encore quelques années. Avant, dans les médias, le succès des start-ups passait souvent par des levées de fonds. Là, on se rend compte que ce côté paillette commence à disparaître. Les projets sont plus réalistes, bien que toujours aussi innovants. » C'est aussi l'avis de Jean Leccia : « Cette année, j'ai trouvé les cinq start-ups très engagées. Les projets étaient bons et j'ai ressenti une vraie maturité chez les entrepreneurs. Même s'il n'y a pas de suivi officiel, nous prenons régulièrement des nouvelles. Nous réfléchissons d'ailleurs avec la M3E à proposer d'ici quelques mois une nouvelle session, plus courte, avec ces mêmes entreprises pour faire le point avec elles sur leur évolution. Une start-up est particulièrement fragile, c'est important de les accompagner ».

En attendant, la Corsican Tech est déjà à pied d'œuvre, puisque d'ici quelques semaines se tiendra à Bastia la dixième édition de Bastia Ville Digitale, qu'elle organise avec l'association Emaho. ■

Céline FORMALI

CARTON ROUGE ET CADRE NOIR

Après la remontada du FC Barcelone aux dépens du club de la capitale, Bernard Mabilie avait remonté les bretelles des joueurs du PSG: «*Plus payés que des putes de luxe et incapables de faire une passe!*» Saillie offensante pour ces dames. Nous parlons des mots de l'humoriste. Et non des saillies d'étalons-or boostés au pétrodollar, gens au port altier et à l'échine flexible, accros à la sueur d'un sous-prolétariat et à celle de l'entrefesson d'hôte prestataire de service dans les hautes sphères du demi-monde.

Dans le monde des fouteux, le ballon rond roule et cahote en terrain de plus en plus gras. Le 13 septembre, jour de Classico sans gala, les heureux abonnés d'une chaîne cryptée ont pu voir Di Maria (PSG) cracher sur Alvaro (OM). Dans son bassin de radoub, bien calée dans sa ligne d'eau, mais rechignant à se mouiller, la ministre des Sports n'a pas commenté ce geste, pourtant authentique chef-d'œuvre de technique footballistique. Olivier Véran non plus. La pituite de Di Maria? Simple mouvement d'humeur. À oublier. Silence! On tourne la page... À ceci près, tout de même: comment, par les temps qui courent et les footballeurs qui trottent, peut-on empêcher de 135 € le quidam qui piétonne sans masque et rester de marbre face à un geste contraire à l'hygiène élémentaire? Ne faut-il pas se demander si un joueur positif à la Covid-19 durant la semaine avant le classico est en droit de glavioter sur son voisin de pelouse immédiat? Pareil comportement ne vous semble-t-il pas relever d'une mise en danger de la vie d'autrui? Critique aisée, comme d'hab... Faudrait aller au fond des choses avant de bavasser.... Et surtout proposer des mesures efficaces. Ce qui n'est pas donné à tout un chacun! Heureusement, il est des Français qui cogitent, eux. Alain Minc, rendons-lui cette justice, avait fait part, en 2010, de ses idées de génie. N'avait-il pas qualifié de «luxe» le coût des frais d'hospitalisation des personnes très âgées?* Engeance dont l'entretien, aussi coûteux qu'inutile, étouffe encore et toujours une économie hexagonale en quête de son espace vital.

Il se dit ça et là que Minc, ex-conseiller de Sarkozy, aurait désormais l'oreille de Macron. À l'heure où l'on mutile et achève les chevaux et où des jouvencelles en mal de crop tops et en crise de nombrilisme se permettent d'interpeller et d'agacer le Maître qui a bien d'autres chats d'un autre âge à fouetter, pour les seniors à la date fraîcheur dépassée, les temps ne sont pas à espérer des lendemains qui chantent. Pas même d'une voix chevrotante. Achtung! Achtung! Avec tes haut-le-cœur et tes bas à varices, tes orthèses et prothèses, stomisé ou pacemakerisé, en chaise roulante, en fauteuil électrique, avec ou sans déambulateur, cours vite, camarade cabossé par la vie, élimé, déchiré, peu ou prou ravaudé, le boute-selle vient de sonner! Si les chiens nous débusquent, l'hallali suivra. ■

Paulu-Santu MUSÈ-PUGLIESI

**Sur France Info, Parlons net, le 7/05/2010.*

VA TE RHABILLER, MARIANNE!

Edmond Kirazian, alias Kiraz, s'en est allé le 11 août dernier. Selon sa compagne, «il ne retenait du monde que ce qui le ravissait». Aussi aimait-il dessiner ces Parisiennes qu'il comparait à des libellules, créatures longilignes aux yeux immenses qui, légères et le plus souvent court vêtues, traversaient la vie avec une tranquille assurance; délurées et pourtant incroyablement fraîches, presque ingénues. Femmes objets, diront certains. C'est une façon de voir les choses, l'autre étant de considérer que ces belles aux jambes interminables étaient le porte-étendard sinon idéal, du moins idéalisé, des libertés fraîchement acquises, durement gagnées et, on le constate à présent, bien précaires. Aujourd'hui, les libellules sont renvoyées au vestiaire, parfois sans ménagement; sommées selon les cas de revêtir la livrée de la bête à bon dieu ou celle de la punaise pudique. Et ce dans l'arbitraire le plus total. Avec, qui plus est, la bénédiction plus ou moins implicite de simples citoyens ou d'élus. On attend toujours un mot de la ministre de la Culture sur la manière dont le musée d'Orsay a refoulé une visiteuse dont le décolleté, s'il n'avait pourtant rien de vertigineux, mettait un peu trop en valeur une poitrine généreuse. Mais à l'évidence, Mme Bachelot réserve plutôt ses saillies aux médecins qui se sont retrouvés à poil face à la Covid-19. On comprend mieux, en revanche, pourquoi il est si difficile d'appliquer la parité de salaire homme-femme puisqu'on en est à présent, à longueur de bermuda égale, à valider la discrimination entre filles et garçons dans certains établissements scolaires. Au principe d'égalité républicaine, M. Blanquer a préféré le concept de «tenue républicaine». Qu'il s'est bien gardé d'expliciter, oubliant commodément qu'en d'autres temps, il était un des rares élèves à poser pour la photo de classe en short court, révélant des cuisses fluettes et des genoux pointus mais d'airain: on ne saurait nier qu'ils ne tremblent jamais, même lorsqu'il s'agit d'énoncer des propos qu'on sait voués à être démentis par les faits ou ses collègues dans les heures qui suivent. Sa trouvaille a sans doute plu aux trois lâches qui ont molesté une étudiante dont le tort était de porter une jupe; après tout, entre cocard et cocarde, il n'y a jamais qu'un «e», marque d'un féminin de plus en plus mal famé. Ces rappels de plus en plus oppressants à la tenue, cette obsession montante pour l'absence ou la présence suggérée d'un soutien-gorge, la longueur d'une jupe ou l'épaisseur d'une bretelle de corsage sont frappés au coin de la tartufferie. Une tartufferie bien républicaine. Car on ne craint pas d'user et abuser de la nudité féminine... pourvu qu'il s'agisse de la cuisse haut dévoilée de la Marseillaise de Rude, des décolletés souvent abyssaux de certaines Marianne (dont on notera qu'aucune n'affiche un modeste 85 B) exposées au Sénat ou dans les mairies de France et bien sûr de la Liberté de Delacroix qui, en bonne citoyenne, a préféré conserver son bonnet phrygien plutôt que de remiser ses seins. Puisqu'il semble, au pays du «en même temps», que le mode de vie Amish soit finalement un modèle acceptable lorsqu'il s'agit d'imposer des canons vestimentaires aux filles, on attend, sans trop d'impatience, le moment où, par souci de cohérence, on se mettra en devoir de ramener toutes ces égéries à plus de modestie et de pudeur. Rhabillez les Mariannes... ou lâchez-nous les bretelles spaghetti! ■

Elisabeth MILLELIRI

Vivre avec

Il y a encore quelques mois, les discours se voulaient guerriers contre un ennemi invisible, insaisissable et qui progressait [dixit Emmanuel Macron - discours du 16 mars 2020].

Presque sept mois plus tard, les batailles se poursuivent sur de nombreux terrains. Terrain scientifique pour tenter de contrer les attaques de ce virus toujours incontrôlable ou terrain économique pour éviter l'implosion sociale. Sans oublier ces autres affrontements moins visibles, plus spéculatifs sur les marchés financiers pour ceux en quête d'un nouveau Graal synonyme de renommée internationale mais aussi d'embellies monétaires. Au quotidien, dans les rues des petits villages reculés ou sur les boulevards de grandes agglomérations, la lutte s'exprime avec ces masques portés, volontairement par souci de l'autre ou par peur de cette contravention qui sera dressée pour non respect de décisions préfectorales.

Il fut un temps où nous avons cru ou fait semblant de croire qu'il fallait pour se battre contre un virus faire corps ensemble et, que la victoire était à la simple portée de nos masques. Mais aujourd'hui changement de stratégie ou de perspective. On se prépare à ne plus vivre contre mais avec l'ennemi qui vit sur notre territoire et se multiplie au gré de nos déplacements sur n'importe quelle carte géographique. Après avoir apprécié ou éprouvé le «vivre ensemble» durant le confinement, le «vivre avec» devient indissociable de nos libertés retrouvées. Nombreux sont les discours politiques, médiatiques qui se font l'écho de ce glissement sémantique comme si c'était une nouvelle manière de combattre. Mais ce «vivre avec» ne faudrait-il pas tout simplement l'appréhender comme une vraie victoire aussi petite soit-elle. Victoire sur nous-même, sur cette supériorité humaine revendiquée à tort et à travers alors qu'elle n'est qu'un leurre déployé pour nous rassurer sur un pouvoir d'avoir mais pas d'être.

Un «Vivre avec» pour accepter ne serait-ce que le temps de cette crise que l'homme ne peut pas tout, qu'il n'est rien face aux éléments naturels qui se déchainent contre lui alors qu'il est parfois à l'origine de leur déferlement; pour admettre qu'il n'est, lui aussi, que chose dans certaines circonstances face à des agents invisibles, minuscules.

C'est peut-être ce que nous enseigne cette crise sanitaire. Accepter cette victoire même si elle peut avoir un gout amer. Vivre avec ce virus et ceux qui lui succéderont. Accepter nos faiblesses et nos forces singulières et plurielles qui entremêlées nous permettent en fin de compte de «vivre avec» dans un même ensemble. ■

Dominique PIETRI

DR PATRICK MÉTAIS

PROTÉGER LES AUTRES POUR SE PROTÉGER SOI-MÊME



Photos Claire Giudici

Au 18 septembre, 21 personnes atteintes du Coronavirus étaient hospitalisées en Corse, dont 4 en réanimation. En une semaine, 3 personnes sont décédées à l'hôpital de Bastia, portant à 62 le nombre total des victimes de cette maladie dans l'île.

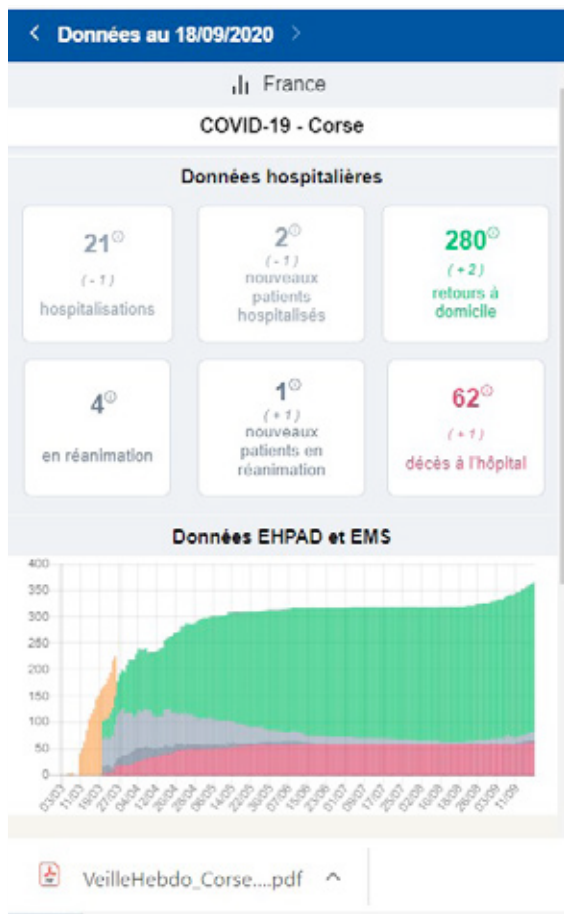
Après l'accalmie des mois d'été, le virus semble encore bien présent.

Pourtant, que de doutes, que d'inquiétudes au fil des pages des réseaux sociaux. Et que de questions devant les portails des écoles. Sans être alarmiste, le Dr Patrick Métais, responsable du Département d'information médicale (DIM) à l'Hôpital de Bastia, recommande quant à lui la prudence.

Il n'est pas le seul. Hans Kluge, directeur de la branche Europe de l'OMS, s'alarmait dans une interview donnée à l'AFP ce 14 septembre dernier, d'un retour de l'épidémie sur l'Europe et pronostiquait même des mois d'octobre et de novembre difficiles, avec une augmentation du nombre de victimes. Tout comme il préconisait le maintien d'un isolement de 14 jours en cas de contact avec la maladie ou de suspicion, alors que cette période est désormais réduite à 7 jours en France (10 en Grande Bretagne et en Irlande, d'autres pays européens l'envisageant). Dans notre île, classée « zone rouge », le virus a repris de la vigueur comme le prouvent les chiffres. Pour l'Hôpital de Falcunaghja à Bastia, ils sont collectés par le Dr Métais, responsable du DIM. « Le DIM travaille en lien direct avec la direction de l'établissement et l'ARS. C'est le lieu de réception et de traitement de toutes les données de l'infrastructure hospitalière, explique-t-il. Nous étudions les dossiers des patients pour la prise en charge des soins par les assurances santé, pour établir le rapport d'activité de l'hôpital, etc., mais nous participons aussi – particulièrement en ce moment – au suivi épidémiologique. Les données que nous recueillons sont anonymées et codifiées avant d'être envoyées à l'ARS qui va les associer à d'autres [laboratoires, etc]. Le responsable d'un DIM est nécessairement un médecin : ces dossiers sont des éléments sensibles, soumis au secret médical. » C'est ainsi que les chiffres de l'Hôpital de Bastia ont contribué à

donner l'alerte sur la reprise de la maladie. Même si on lit parfois sur les réseaux sociaux que les modes de calcul ont changé, il semble que ce ne soit pas le cas : « L'élément de référence est le résultat du test PCR [qui se fait par le nez]. On en fait en moyenne 1000 par département et par semaine. Ils sont pris en charge par la Sécurité Sociale et représentent un coût important pour le pays. Nous attendons maintenant le développement des tests salivaires qui, sans diminuer le coût, pourraient être plus rapides [en espérant que nous aurons facilement accès aux réactifs]. Aux résultats de ces tests s'ajoute celui du scanner. Aujourd'hui, tous les patients qui viennent se faire tester sont enregistrés, leur âge noté. De ce total, j'extrait le nombre de positifs, puis je relève le nombre de ceux qui sont hospitalisés en hospitalisation conventionnelle, ceux qui sont en réanimation, et, malheureusement, les décès. Même si le nombre de tests a augmenté, nous établissons ensuite un pourcentage : le nombre de positifs, le nombre d'hospitalisations (non-réa ou réa) et le nombre de décès rapporté au nombre total de tests nous permet de constater qu'il y a une reprise de l'épidémie. Ce sont ces 5 chiffres que je communique au médecin de l'ARS quotidiennement. »

À partir de ces chiffres sont dessinées les courbes. En ce moment, elles amorcent une remontée. « Le point d'inquiétude, c'est qu'on a de plus en plus de malades en réa, et que personne n'est à l'abri ! En général, ceux qui arrivent dans ce service ont autour de 70 ans,



or nous avons eu un jeune de 24 ans. Il avait participé à une soirée à Saint-Florent. Un autre point nous inquiète: si les 20/40 ans ont été nos principaux contaminés de l'été, nous avons des 40/50 ans et même des plus âgés maintenant. La contamination est passée d'une tranche d'âge à l'autre.» Quant au lieu de contamination, il peut être partout: le rural et la montagne ne sont pas à l'abri. « Ce travail d'enquête pour localiser l'origine des contaminations et limiter l'apparition de clusters, c'est une de mes missions. Bien entendu, le virus court à Bastia, mais nous avons eu un cluster à Calacuccia où 4 personnes ont été atteintes. Au départ, des habitants qui étaient allés en plaine, à Moriani, où ils avaient notamment fait des courses, ont bu un verre au bar du village en rentrant... » Les lieux de regroupement, les grandes surfaces sont des lieux de contamination avérés: « C'est un peu – en raccourci – ce qui s'est passé cet hiver à L'Île-Rousse: une personne est rentrée de ses vacances en Italie sans savoir qu'elle était porteuse de la Covid-19, elle a participé à la campagne des municipales, la contamination s'est répandue par ce biais, puis s'est développée par le biais d'une grande surface. Toute la Balagne a été atteinte. »

Les premiers décès étant apparus dans le Pumont, alors que la Corse-du-Sud était jusqu'ici la plus touchée, on peut aussi se demander si une forme d'immunisation ne semble pas émerger: « C'est un sentiment, mais ce n'est pas tout à fait vrai, poursuit Patrick Métais. Quand on prend les chiffres bruts, on se rend compte que la contamination est équivalente. En revanche, elle est, à ce jour, moins forte en Balagne. Il faut dire que le nombre de personnes affectées cet hiver a dû être important: à l'époque, on ne testait pas. Nous avons eu 70 personnes contaminées analysées, on peut imaginer que ça correspond à 10% de l'effectif réels des gens – souvent asymptomatiques – qui ont contracté la Covid, et qu'ils ont développé des anticorps. » Ce qui laisse un espoir en termes de vaccination. Mais quand le vaccin sera-t-il là? « Il faut normalement entre 2 et 3 ans minimum pour en élaborer un. Si on arrive à se protéger en moins de deux ans, ce serait inédit ». D'autant que, même s'il a peut-être connu des variations, le virus n'a pas muté de façon notable. « Les dernières études de son filament ADN l'ont démontré. Il a le même impact que celui de Wuhan. La réalisation

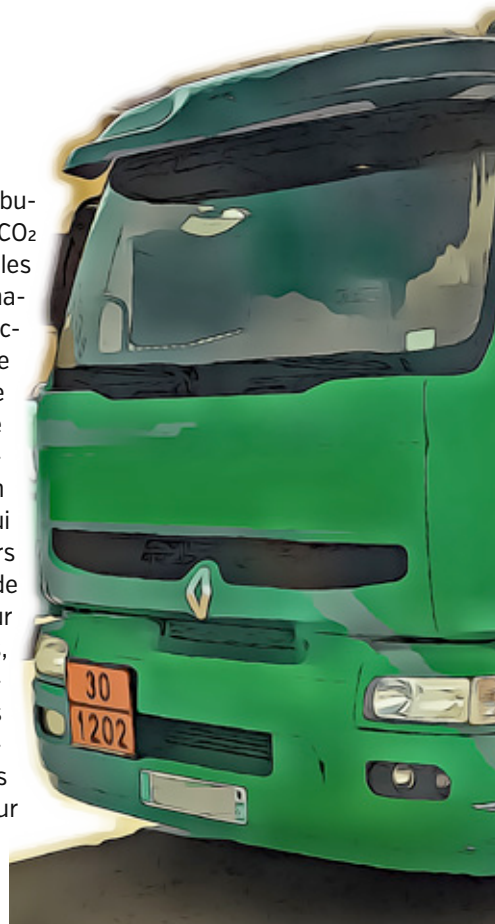
d'un vaccin est possible. Mais en attendant, il faudra continuer à se protéger, particulièrement pour les plus fragiles. Respecter les règles de distanciation sociale, se laver les mains ou les désinfecter au gel hydro-alcoolique, c'est essentiel. Mais quand on se lave les mains, il faut le faire sérieusement: si on ouvre le robinet avec des mains contaminées, qu'on les lave, puis qu'on touche le robinet pour le fermer, on se contamine de nouveau. De même si on utilise à plusieurs reprises la même serviette éponge ou si on ne nettoie pas les poignées des portes. Quant au port du masque, neuf ou propre, il est essentiel lui aussi. On le porte pour protéger les autres! Effectivement, c'est désagréable. Mais dire qu'il provoque des carences en oxygène, c'est absurde. Si c'était le cas, comment feraient les chirurgiens, les anesthésistes, les infirmiers de bloc opératoire qui l'ont des journées entières! Il faut simplement s'y habituer. » Quant aux traitements: « On parle beaucoup de l'hydroxychloroquine et de l'azithromicine, mais nous n'avons pas de preuves établies. L'Afrique les utilise assez largement, mais c'est un continent jeune. Le nombre de contaminations est élevé mais les jeunes ne développent pas les formes les plus graves. À l'hôpital de Bastia cette médication peut être donnée, mais dans le cadre d'une démarche expérimentale, et les praticiens de ville ne peuvent pas la prescrire. »

À ce jour donc, la prudence reste la principale prophylaxie. Le virus provoque de fortes fièvres, des lésions respiratoires, on note des atteintes vasculaires, neurologiques, notamment l'anosmie et l'agueusie [perte de l'odorat et du goût], etc. « Mais les formes les plus graves arrivent chez les patients qui développent un orage inflammatoire brutal et font des embolies pulmonaires massives. » Les enfants, en l'état des connaissances, sont peu concernés. En revanche, ils restent contaminants. « Les bisous à la grand-mère, ce n'est pas recommandé, conclut le Dr Métais. Là, encore et toujours, même en famille, on met en place les gestes barrière et le lavage rigoureux des mains. Au-delà du Coronavirus, ces réflexes protègent de toutes les épidémies – la gastroentérite, la grippe qui reviendra en janvier, etc. – et sans doute même d'autres pandémies à venir. Ce sont des maladies collectives. Dans cette collectivité, il est important d'avoir une démarche citoyenne et de protéger les autres pour se protéger soi-même. » ■ Claire GIUDICI

ENVIRONNEMENT

Emissions de CO₂: les transporteurs s'engagent

Aider les transporteurs à progresser pour réduire durablement leur consommation de carburant et de facto leurs émissions de gaz à effet de serre, c'est le but du dispositif Objectif CO₂ porté par l'Ademe dans lequel deux nouvelles sociétés de transport insulaires – Autocars les Supers et Rocca Transports- se sont engagées le 16 septembre dernier à Baleone. Une signature de la charte à l'occasion de laquelle les entreprises Henri Ferrandi S.A.S et Pascal Ceccaldi S.A.S, déjà signataires, ont également souhaité renouveler leur engagement. Basé sur le volontariat des entreprises, ce dispositif national unique et innovant lancé en 2008, propose un référentiel global et structurant en matière de réduction de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. Il vient accompagner les entreprises de manière gratuite et personnalisée grâce à des outils spécifiques et une méthodologie qui les aident à établir un plan d'actions et à atteindre leurs objectifs. Déclinée en Corse depuis 2013, cette démarche qui s'inscrit dans les objectifs régionaux de la transition énergétique implique les transporteurs signataires pour 3 ans. Ils s'engagent tout d'abord à évaluer chaque année leurs émissions de CO₂ et de polluants atmosphériques, mais aussi à mettre en place une liste de 60 actions pour les réduire. Ces actions peuvent par exemple concerner l'achat de véhicules neufs ou récents, la formation des salariés à l'éco-conduite, la limitation de l'usage du moteur à l'arrêt, l'amélioration de la collecte et de l'analyse des consommations de carburant, l'utilisation d'outils d'aide à la circulation et à l'optimisation des itinéraires ou encore la sensibilisation régulière des clients et salariés via l'affichage des émissions de CO₂. Aujourd'hui, 7 entreprises de transport insulaires (6 sociétés de transport routier de marchandises et un transporteur routier de voyageurs) qui se sont déjà engagées dans le dispositif Objectif CO₂. À l'échelle nationale, ce sont 1400 entreprises qui ont rejoint la démarche depuis 2008 représentant 400 000 tonnes de gaz à effet de serre évités par an. ■ MP



POLITIQUE

Ajaccio ! Le Mouvement veut s'inscrire dans la durée

Assemblée générale un peu spéciale pour Ajaccio ! Le Mouvement, le 19 septembre dernier. Un an et demi après son apparition sur la scène politique locale, le mouvement de Laurent Marcangeli s'est en effet réuni dans un studio d'enregistrement, autour de son seul comité exécutif, du fait du contexte sanitaire. Les adhérents, déjà au nombre de 1500, étaient pour leur part invités à prendre part à la grand-messe par le biais d'une retransmission live sur Youtube. Un direct qui, s'il a connu quelques couacs vers la fin, a permis aux connectés d'être informés de l'adoption des comptes, ainsi que des grandes orientations portées pour l'avenir. À l'ordre du jour, attractivité du centre-ville, volonté de renforcer les actions en faveur de la jeunesse, solidarité, ou encore écologie et développement durable seront évoquées par les différents membres de l'exécutif - presque tous devenus conseillers municipaux suite aux élections de mars dernier- durant une demi-heure. « *Sous l'impulsion infatigable de Laurent Marcangeli, depuis 2014 nous avons posé les bases de ce chantier de transformation de notre territoire avec une ambition : organiser sa redynamisation et son attractivité* », dit à leur suite le premier adjoint à la mairie d'Ajaccio, Stéphane Sbraggia, indiquant à ce titre beaucoup compter sur l'action du jeune conseiller municipal Alexandre Farina, nommé référent pour la mise en place des comités inter-quartiers voulus par le mouvement et destinés à faire remonter plus vite aux élus les problématiques rencontrées dans ces territoires.

Comme il est de coutume, le mot de la fin revient à Laurent Marcangeli qui évoque d'abord sa réélection de mars dernier. « *Ce mouvement a été créé pour porter une démarche politique, pour soutenir une liste aux élections municipales et je ne vais pas boudier le plaisir qui est le mien d'être avec mes amis qui pour certains avaient rejoint le comité exécutif il y a de cela plusieurs mois sans être élus de la ville d'Ajaccio et qui depuis le sont parce que nous avons gagné* ». Insistant sur le fait qu'Ajaccio ! Le Mouvement qu'il veut « *fécond et inscrit dans la durée* » doit être la « *nécessaire assise dont nous avons besoin pour pouvoir travailler au quotidien au sein du conseil municipal et de la Capa pour porter nos projets* » il conclut en évoquant ses ambitions pour les prochaines élections territoriales, annoncées par voie de presse quelques jours plus tôt : « *Quoi qu'il advienne, vous pourrez compter sur moi. Vous savez que, quels que soient les événements qui se dérouleront dans les mois à venir, je demeure un Ajaccien, un enfant de cette ville qui veut sa réussite. Cette réussite n'est pas antinomique avec la réussite de la Corse, bien au contraire. Ajaccio a besoin d'être dans cet environnement régional, comme la Corse tout entière a besoin d'une capitale forte, tournée vers un avenir radieux.* » ■ MP



Photo DR

SEPTEMBRE

LA SOCIÉTÉ CORSE DIT NON À LA MAFIA



Le 12 septembre, aux alentours de 8 heures, à Cargèse, sur la plage du Peru, Massimu Susini vient ouvrir sa paillote lorsqu'il est pris pour cible par un tireur embusqué. Atteint de deux balles, le jeune homme de 36 ans tente de s'enfuir mais décédera peu après. À l'annonce du meurtre de ce militant nationaliste très engagé dans la protection de l'environnement, des voix s'élèvent pour dénoncer la «mafioisation de la société» corse. «Immédiatement après l'assassinat de Massimu, sur les réseaux sociaux un certain nombre de personnes ont librement commencé à parler de crime mafieux, expliquera à la presse l'oncle de la victime, Ghjuvan Santu Plaszozotti, quelques jours après le meurtre. Avec l'assassinat de Massimu, on a changé de dimension: on n'est plus seulement face à des règlements de comptes entre mafieux, ils s'attaquent désormais à la société corse. Massimu empêchait l'extension d'une petite bande mafieuse sur Cargèse, et c'est cette petite bande qui a demandé sa mort en se faisant aider par des gens un peu plus puissants à Ajaccio. Mais ce phénomène mafieux est une réalité dans toute la Corse. Ce sont des gens qui, petit à petit, ont pris de la force, et comme rien ne les arrête, ils se sont pris à avoir des ambitions plus importantes. Massimu luttait contre la mafia et se savait menacé, mais il ne s'est jamais armé. C'est le peuple corse comme on l'aime qui a été assassiné et les gens ont fait de lui un symbole ». Pour preuve, sur les routes de l'île, les tags en hommage au jeune homme se multiplient. Le mouvement Core in Fronte, auquel appartenait la victime, lance par ailleurs una Chjama per Massimu, à laquelle répondront près d'un millier de personnes le 29 septembre à l'Université de Corte. Le rassemblement en hommage au jeune homme est suivi d'un «débat pour faire échec à la mafia» lors duquel élus de tout bords politiques, associations, ou encore simples citoyens venus de toute la Corse sont rassemblés.

Il faut dire que le contexte de l'assassinat de Massimu Susini est particulier. Depuis plusieurs mois, une multiplication des incendies

criminels contre des établissements commerciaux, ou encore des pressions contre des élus sont notamment recensés. Le climat, pesant, amène la création d'un premier collectif anti-mafia le 25 septembre. Derrière Léo Battesti, ancien militant du FLNC, et Vincent Carlotti, ancien maire d'Aleria, des artistes, avocats, universitaires et autres chefs d'entreprises, s'unissent pour dénoncer «une emprise mafieuse d'une intensité jamais atteinte». Sous la devise «A Maffia no, a vita iè!», ce mouvement citoyen entend «insuffler une prise de conscience».

Le 5 octobre, c'est au tour des proches de Massimu Susini de lancer un appel à la population. À Cargèse, sur le plateau de la Sarra, à quelques mètres du lieu où le jeune homme a été tué, près de 200 personnes créent à leurs côtés un nouveau collectif anti-mafia sous forme d'une «démarche populaire de résistance». Le but de ce collectif «est de penser, de réfléchir et de trouver ensemble des outils qui vont nous permettre d'éloigner une menace nocive pour nous tous», expliquera Ghjuvan Santu Plaszozotti, porte-parole du collectif. Autour de lui à la tribune, une dizaine de personnalités représentant des associations de protection de l'environnement et du monde culturel dénonceront les agissements des groupes mafieux. «En Corse, la criminalité a pignon sur rue, pour quelques-uns elle est un modèle, et elle ambitionne d'être la norme», lancera Ghjuvan Santu Plaszozotti en évoquant «un niveau de dangerosité jamais atteint».

À l'Assemblée de Corse, les élus prendront eux aussi acte de la gravité de la situation. Alors qu'une grande partie de la session de septembre est consacrée au sujet, l'hémicycle convient d'organiser une session spéciale sur la violence et les dérives mafieuses. Pour préparer l'organisation de celle-ci, une réunion est organisée début décembre, en présence notamment de l'ancien président de l'Assemblée de Corse, Dominique Bucchini. Dans toute l'île, des rencontres et auditions se multiplient afin d'établir un diagnostic puis un plan d'actions. ■ MP

CARNETS DE BORD

LA JUGE, LA LANGUE ANGLAISE ET LE PARTI-FANTÔME

par Béatrice HOUCHARD



Quel étrange spectacle! Devant la Cour suprême, à Washington, des centaines de personnes marchaient dans la nuit en scandant trois initiales: RBG, RBG. Le lendemain, les marches de la plus haute juridiction américaine étaient recouvertes de fleurs et de messages d'adieu à Ruth Bader Ginsburg, 87 ans, emportée le 18 septembre par un cancer. De son vivant, elle avait des tee-shirts et des mugs à son effigie...

Spectacle insolite, pour nous Français, qui envoyons facilement tout le monde à la retraite à 60 ou 65 ans et pensons – à tort – que les plus de 80 ans résident tous dans un Ehpad. La doyenne de la Cour suprême, progressiste (on dit même «de gauche» là-bas) avait été nommée à vie (comme les autres membres de la Cour) par Bill Clinton en 1996. De plus en plus, l'usage veut que les membres de la Cour démissionnent à l'âge de 80 ans. RBG en avait décidé autrement et sa disparition vient percuter de plein fouet les élections américaines (présidentielle mais aussi législatives) du 3 novembre.

Sur les neuf membres de la Cour suprême, il n'en reste donc que huit: cinq nommés par les présidents républicains (dont deux par Donald Trump) et trois par les présidents démocrates. Un autre usage veut que le président américain ne remplace pas un membre de la Cour suprême dans les mois qui précèdent une élection. Ainsi, en 2016, le parti républicain avait bloqué au Sénat la nomination d'un membre par Barack Obama... huit mois avant l'élection. Mais Donald Trump n'a que faire de cette jurisprudence, sur laquelle ses amis républicains, majoritaires au Sénat, sont prêts à s'asseoir: il nommera un nouveau membre avant le 3 novembre. Peut-être même dans les jours qui viennent. Ce sera probablement une femme mais conservatrice et dont les probables convictions sur les armes, la famille, l'égalité hommes-femmes, l'avortement ou la santé, combats de Ruth Bader Ginsburg, donnent déjà des sueurs froides aux démocrates. La favorite serait la juge Amy Coney Barrett.

«*Mon vœu le plus cher est de ne pas être remplacée tant qu'un nouveau président n'aura pas prêté serment*», avait dit à ses proches la juge suprême quelques jours avant de s'éteindre. Il ne lui avait pas échappé que Donald Trump, prévoyant autant qu'inélégant, avait adressé début septembre au Sénat une liste

de remplaçants possibles...

Aux États-Unis, la Cour suprême a une importance sans commune mesure avec celle de notre Conseil constitutionnel. Elle est par exemple essentielle lorsque l'élection présidentielle au mode de scrutin biscornu ne donne pas un résultat clair et net, ou que celui-ci est contesté par l'un des deux camps. En 2000, c'est elle qui avait tranché en faveur de George W. Bush face à Al Gore, après un mois de recompte des votes, notamment en Floride, où Bush n'avait gagné qu'avec 537 voix d'avance.

Tout le monde parie sur une élection très serrée entre Donald Trump et le démocrate Joe Biden dans quarante jours, sur fond de contestations du vote par correspondance. D'où l'intérêt pour la Cour suprême des responsables politiques mais aussi de nombreux citoyens américains. C'est le sujet-surprise de la campagne.

EN ANGLAIS SANS LES ANGLAIS

C'est Jean Quatremer, dans *Libération*, qui a attiré notre attention sur cette incongruité: le 16 septembre, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a prononcé devant le Parlement européen son discours sur «l'état de l'Union»... en anglais. Le site Politico a fait les comptes: 81% du discours était en anglais, 12% en allemand (la langue de la présidente) pour évoquer le numérique et 7% en français: 80 secondes au début pour un hommage aux personnels soignants dans la crise sanitaire et 2'30" à la fin, en conclusion aux «Honourable members»: «*Mesdames et Messieurs les députés, l'avenir sera ce que nous en ferons et l'Europe sera ce que nous voulons. Cessons donc de la rabaisser et travaillons pour la construire, pour la faire forte et pour bâtir le monde dans lequel nous voulons vivre. Vive l'Europe! Long live Europe! Lang Lebe Europa!*».

La tradition de la Commission européenne conduisait ses précédents présidents à un savant équilibre entre les trois langues, anglais, allemand et français. Mais aujourd'hui que seuls 20 des 705 eurodéputés ont l'anglais pour langue maternelle, c'est l'anglais qui domine outrageusement. On nous dira que l'anglais est la langue des affaires, comprise partout dans le monde. C'est vrai et c'est mieux de le maîtriser. Mais la présidente de la Commission ne fait



Illustration d'après photos DR

pas des affaires, elle fait de la politique. Choisir pour s'exprimer la langue du pays qui vient de quitter l'Union européenne, avouez que c'est une bien étrange politique.

OUÛ EST PASSÉ LE PARTI PRÉSIDENTIEL ?

Six élections législatives partielles, une abstention record et aucun candidat de La République en marche au second tour. LREM est laminée. Elle n'avait qu'un sortant, dans les Yvelines (Nadia Hai, devenue ministre) mais son remplaçant a été balayé comme les autres. À noter au passage que, dans cinq circonscriptions sur six, les suppléants des députés élus maires fin septembre n'ont pas souhaité aller siéger à l'Assemblée nationale. S'il fallait un signal supplémentaire de la crise démocratique que nous traversons...

Les résultats des partielles sont problématiques pour un parti qui, issu de la victoire de son champion Emmanuel Macron en 2017, n'a rien réussi depuis : ses parlementaires votent mais ne marquent pas par leurs interventions ni leurs initiatives (on verra ce que donne la présidence de groupe de Christophe Castaner, qui vient d'y être élu); ses enthousiastes militants de 2017, qui avaient adhéré d'un clic et sans payer de cotisation, ont fondu comme neige au soleil; il n'a pas réussi à s'implanter lors des élections municipales après avoir rêvé de conquérir Paris et Marseille. C'est un parti-fantôme.

Craignant une nouvelle correction aux élections départementales et régionales de mars 2021, le délégué général adjoint du parti Pierre Person, également député de Paris, a annoncé sa démission. «*Je me suis heurté*, dit-il dans *Le Figaro*, *à une organisation trop repliée sur elle-même et qui ne tient pas assez compte de ses «marcheurs», de ses élus locaux ou de ses parlementaires»*. Selon lui, faute d'idées nouvelles voire d'idées tout court, la République en marche n'est «*pas en mesure d'affronter la nouvelle étape du quinquennat*». Il décrit un parti replié sur lui-même, sans démocratie interne et sans culture du débat. Le délégué général, Stanislas Guérini, dont l'absence de notoriété dans l'opinion publique est inédite pour un tel parti, vient de mettre en place une nouvelle organisation. Mais remplacer la réunion hebdomadaire du bureau exécutif de La République en marche par une réunion bimensuelle pourrait ne pas suffire...

Une telle déconfiture est inédite. Il y a eu des présidents qui arrivaient avec un parti en ordre de marche et capé, comme le parti gaulliste avec ses appellations successives pour de Gaulle, Pompidou, Chirac et Sarkozy, ou le Parti socialiste pour Mitterrand et Hollande. Même Valéry Giscard d'Estaing, élu en 1974 avec son petit groupuscule des Républicains indépendants, avait ensuite réussi à faire de l'UDF une coalition de centre-droit rivalisant avec le RPR et très implantée partout en France. Pas au point de permettre sa réélection en 1981, mais l'UDF a continué après son septennat. Rien de tel ici. La faute, peut-être, au «en même temps» chéri par Emmanuel Macron. Pour certains «marcheurs», la dérive à droite est manifeste. Avant la présidentielle de 2022, il va pourtant bien falloir choisir!

«JE NE SUIS PAS CANDIDAT»

Bernard Cazeneuve, Premier ministre à la fin du quinquennat de François Hollande, a annoncé dimanche qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle de 2022. Face à la déliquescence du Parti socialiste, il n'aurait pas été ridicule de le voir se lancer dans la bataille à l'heure où, sur tout l'échiquier politique et surtout hors de l'échiquier (Jean-Marie Bigard, sérieusement?), certains s'y voient déjà : la candidature de Marine Le Pen est officielle et légitime; celle de Xavier Bertrand, logique mais rendue difficile par sa non-appartenance à LR; comme celle de Yannick Jadot, qui pointe le bout de son ambition chez les écolos mais aura de la concurrence avec le maire de Grenoble, Eric Piolle. La maire de Paris, Anne Hidalgo, y pense. Comme la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse. Jean-Luc Mélenchon annoncera sa décision en octobre et laisse planer un doute. Pas de doute en revanche du côté de François Baroin chez Les Républicains. Maire de Troyes, président de l'Association des maires de France, on a compris depuis longtemps qu'il ne sacrifierait pas sa famille et sa vie personnelle à l'épreuve (une «essoreuse», disent ceux qui l'ont vécue) que constitue une campagne présidentielle. «*La gloire est le deuil éclatant du bonheur*», écrivait déjà Mme de Staël à la fin du XVIII^e siècle.. ■

59^e Semaine de la critique – Cannes 2020

Créée en 1962 à l'initiative du Syndicat français de la critique de cinéma, la Semaine de la critique est une section parallèle du Festival de Cannes qui a pour objectif la découverte de nouveaux talents. Elle leur offre l'opportunité de présenter leurs premiers et seconds longs métrages sur la scène internationale. C'est ainsi qu'ont été révélés des réalisateurs tels que Ken Loach, Wong Kar-wai, Alejandro González Iñárritu, ou, plus récemment, César Augusto Acevedo, David R. Mitchell, Jeff Nichols ou Rebecca Zlotowski. Chaque année, dans le cadre du festival, elle présente donc une sélection de 10 courts-métrages et 10 longs-métrages qui seront ensuite programmés dans des cinémathèques, dont la Cinémathèque régionale de Corse. En mai dernier, du fait de la crise sanitaire mondiale, la 59^e édition de la Semaine de la critique n'a pu se tenir physiquement à Cannes. Face à cette situation inédite, la Semaine de la critique a initié un programme hors-murs conçu sur mesure pour les films que son délégué, Charles Tesson, et ses comités de sélection, ont choisi de soutenir activement. Ainsi, 5 longs-métrages et 10 courts-métrages bénéficiant du label Semaine de la critique 2020 sont projetés à la Cinémathèque française et tout ou partie de cette programmation est diffusée via un réseau de cinémathèques, festivals ou cinémas. La Cinémathèque de Corse propose d'assister à la projection des 4 longs-métrages choisis, présentés par Charles Tesson et Hélène Auclair, responsable du bureau des films, en présence de leurs réalisateurs: Chloé Mazlo, pour *Sous le ciel d'Alice*; Just Philippot, pour *La nuée*; Naël Marandin, pour *La terre des hommes*; Anna Cazenave Cambet, pour *De l'or pour les chiens*. À noter que la programmation de 10 courts-métrages labellisés Semaine de la critique 2020 sera diffusée à destination du grand public sur la plateforme Festival Scope, du 22 au 25 octobre.

Les 25 (21h), 26 (21h) et 27 septembre (18h & 21h). Casa di Lume, Porto-Vecchio. ☎ 04 20 20 20 01 / 02 & casadilume.corse.fr



Aux champs d'honneur

La compagnie Les Parcheminiers a été fondée en 2019 dans le but de soutenir la création de spectacles pluridisciplinaires qui associent généralement musique, danse et dessin en live. Dans le cadre de l'année de l'année de la bande dessinée, la compagnie est accueillie en résidence de création par le centre culturel Una Volta, pour sa nouvelle création, *Aux champs d'honneur*, portée par Astrid Boitel [danseuse et chorégraphe], Guillaume Trouillard [dessinateur], Antoine Trouillard [compositeur et interprète], Simon Le Borgne [chorégraphe associé] et Grégoire Catelin [arrangeur et interprète]. À l'occasion de cette résidence, Astrid Boitel propose également un atelier de danse, le 30 septembre, de 14h à 17 h, à la Fabrique de théâtre. Le spectacle, quant à lui, revient sur les blessures de la Première Guerre mondiale. Il s'ouvre sur la mobilisation décrétée en août 1914, lorsque les hommes prennent congé des leurs et partent avec la conviction, ou du moins l'espoir, que cette guerre sera bien vite finie. Mais les mois puis les années passent, la guerre s'enlise dans les tranchées au fond desquelles les hommes s'épuisent, tentant de se réfugier dans les souvenirs d'une vie perdue. Alors qu'à l'arrière, les femmes s'organisent pour que la vie continue et font face à de nouvelles responsabilités, remplaçant les hommes dans les usines et accédant à une nouvelle place dans la société. Et arrive novembre 1918 et l'armistice: les survivants rentrent chez eux, souvent blessés, voire mutilés, traumatisés. Rien ne sera plus comme avant, mais leurs familles sont là pour tenter de les aider à se reconstruire. Cinq danseurs (Astrid Boitel, Julia Cogan, Romain Di Fazio, Andreas Giesen, Cassandre Leblanc) évoluent sur la musique d'Antoine Trouillard, incarnant le récit dans le mouvement tandis que Guillaume Trouillard esquisse, détaille, gomme puis réinterprète les lieux et les personnages transfigurés par les combats.

Le 2 octobre, 21h. Fabrique de théâtre, Bastia. ☎ una-volta.com & 04 95 32 12 81; www.theatrealibi.fr & 04 95 39 01 65



10 ans d'acquisitions et de restaurations

Depuis l'arrivée du legs Fesch à Ajaccio en 1843 et l'ouverture du musée vers 1860, les collections publiques municipales n'ont cessé de s'enrichir grâce à des dons, des dépôts de l'État et des acquisitions régulières. Cela étant, les œuvres d'art pâtissent du passage du temps, de l'air, de la lumière ou encore des aléas de l'histoire et si, à première vue, l'activité d'un musée semble se concentrer sur l'organisation de visites ou d'expositions temporaires, les activités pédagogiques, l'accueil de concerts ou de spectacles, il ne s'agit là que de l'aspect le plus évident de sa vie. L'envers du décor, ce sont ces missions essentielles que constituent la conservation, la restauration, et l'étude des œuvres, ainsi que la valorisation et l'enrichissement des collections. Cette exposition temporaire lève justement un coin du rideau pour braquer les projecteurs en direction des coulisses. Entre 2010 et 2020, plus de 500 œuvres (peintures, dessins, sculptures et photographies) ont fait leur entrée dans les collections du Palais Fesch et le musée a pu faire restaurer une cinquantaine de peintures sur cuivre, sur ardoise et sur toile, avec l'aide notamment du Centre Interdisciplinaire de Conservation et de restauration du patrimoine de Marseille. L'exposition met en avant ces acquisitions et restaurations et propose aux Ajacciens de renouer ou de découvrir ce qui, souligne, Philippe Costamagna, conservateur du musée, constitue «leur collection».

Jusqu'au 30 mai 2021. Palais Fesch/Musée des Beaux-Arts, Ajaccio. ☎ www.musee-fesch.com & 04 95 26 26 26



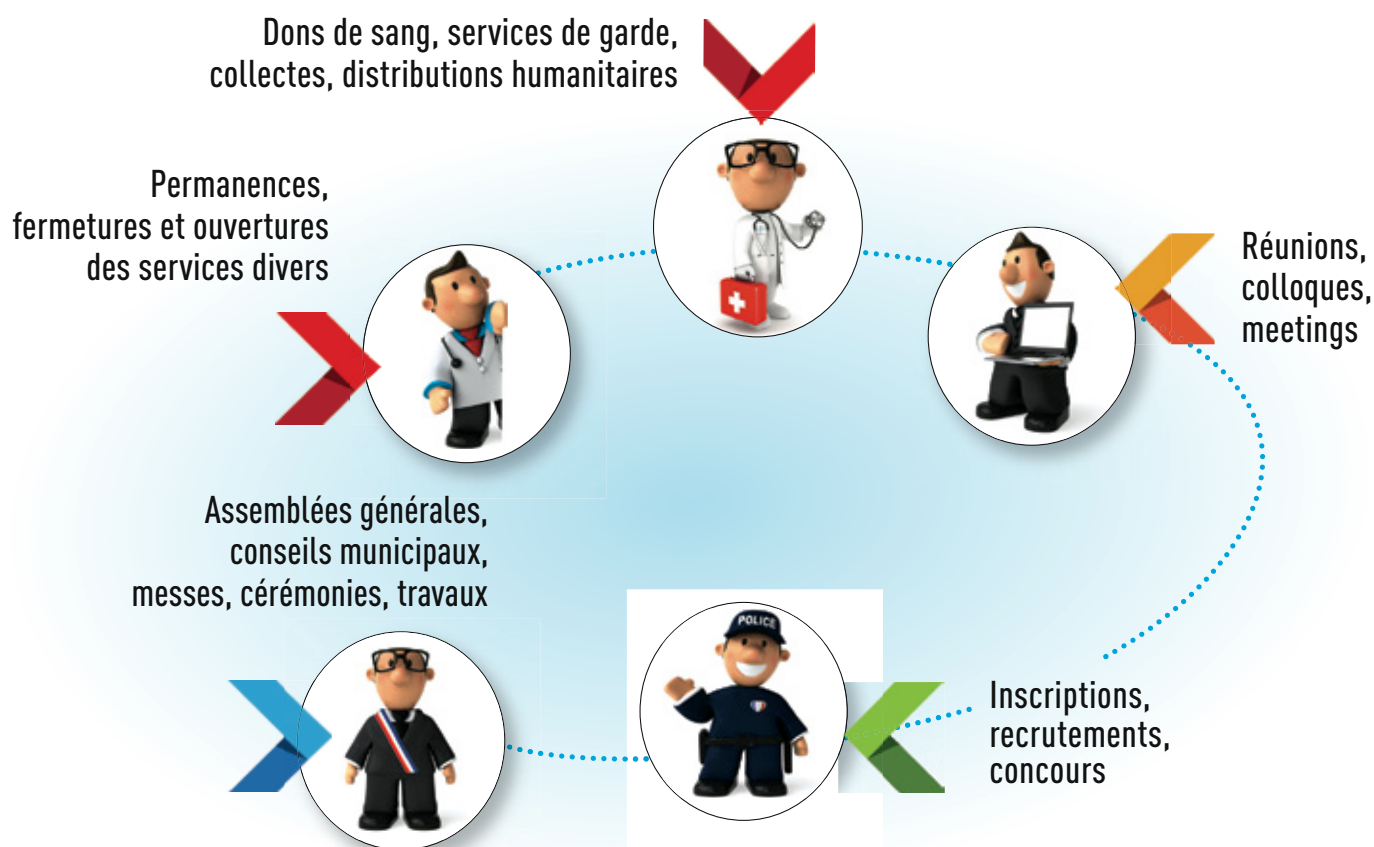
POUR ANNONCER GRATUITEMENT
LES **RENDEZ-VOUS**
DE VOS **ASSOCIATIONS**
ET **COMMUNES**



**SERVICE
GRATUIT**

www.icn.corsica/publier-une-info

L'agenda en ligne de votre commune ou de votre association



**POUR COMMUNIQUER
DANS L'AGENDA DE MA COMMUNE**

JE ME RENDS SUR

www.icn.corsica/publier-une-info



CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

Agenza Acconciu, Urbanisimu
è Energia di a Corsica

Agence Aménagement,
Urbanisme et Énergie de la Corse

Muvemucci Altrimenti!

Je choisis
la mobilité active
pour :

- ✓ la qualité de l'air
- ✓ ma santé
- ✓ mon budget
- ✓ mon bien-être

Pourquoi
pas vous ?



Infurmazioni nantu à u situ www.aue.corsica